

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Efrain-Rios-Montt>

Efrain Rios Montt

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine - Personnages -

Date de mise en ligne : jeudi 30 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pays : Guatemala

Lieu du procès : Guatemala

Statut : Instruction en cours.

Une plainte pénale déposée contre
Ríos Montt pour génocide
en est au stade de l'instruction

Fonction : Chef d'Etat

Efraín Ríos Montt naît le 16 juin 1924. Il commence sa carrière militaire comme cadet en 1946 et devient général en 1972. Il est chef de l'Etat-Major entre 1970 et 1974. En 1974, il se présente comme candidat présidentiel pour une coalition qui comprend le Parti Démocratie Chrétienne. Il gagne mais une fraude permet au général Kjell Laugerud, candidat de l'armée, de prendre le pouvoir.

En 1978, Ríos Montt devient pasteur de la secte évangélique Eglise du Verbe, d'origine états-unienne, et quitte l'armée. En mars 1982, les promoteurs d'un coup d'Etat contre le général Lucas García qui avait succédé à Laugerud le placent à la tête de la Junte militaire. Sa politique de la terre brûlée mène à une répression caractérisée par le massacre de populations indiennes et l'anéantissement de 440 villages indiens, provoquant des milliers de victimes enfouies dans des centaines de fosses communes clandestines.

Ríos Montt est à son tour écarté du pouvoir par un coup d'Etat de son ministre de la Défense, Mejía Victores en août 1983.

Plus tard, il fonde un parti politique, le Front Républicain Guatémaltèque (FRG). En 2000, il devient Président du Congrès.

Le 5 mars 2001, la Cour suprême lui retire son immunité pour fraude, falsification de documents et destruction de preuves dans une sombre affaire de taxes sur des boissons gazeuses. Mais une manœuvre du FRG, majoritaire au Congrès, lui permet de la regagner. Il veut alors se présenter aux élections présidentielles de novembre 2003. L'article 126 de la Constitution de 1985 ne permettant pas aux personnes ayant pris le pouvoir par un coup d'Etat de postuler, Ríos Montt fait changer les membres de la Cour Constitutionnelle puis lui demande l'autorisation de présenter sa candidature présidentielle. Le 14 juillet 2003, la Cour, par 4 voix contre 3, la lui accorde...

Aux élections, il arrive à la 3e place avec 19,7% des voix, ce qui signifie sans doute sa fin politique. N'étant plus député, le 14 janvier 2004, il perd son immunité parlementaire.

En mars 2004, il est assigné à résidence pour sa responsabilité dans l'organisation des manifestations violentes du 'Jeudi Noir' de juillet 2003 lorsque des manifestations extrêmement violentes avaient secoué le pays avant les élections, manifestations qui semblent maintenant avoir été organisées par le FRG dont il était le chef. La Cour d'appel a confirmé cette assignation à domicile.

D'autre part, le général Ríos Montt est l'objet d'une procédure judiciaire au Guatemala, mais également en Espagne (cf. ramifications).